

# Bulletin inter-OP de la Région des Grands-Lacs

71ème édition du Mars 2015

## Burundi : Un producteur de banane réalise de meilleur rendement grâce au fumier composté

**Emmanuel Nshakavyanka savait que sa terre s'épuisait. Alors qu'elle perdait de sa fertilité au fil des années d'exploitation, les mauvaises récoltes dans ses plantations de bananes s'enchaînaient.**



Dans sa région à Bugama à l'Est du Burundi, où il n'y a presque pas de bétail, il n'arrivait pas à trouver de fumure pour améliorer son champ. C'est ainsi qu'il décide de produire son propre fumier composté. Il explique son choix : « *Si on plante des bananes sans avoir accès à la fumure organique, c'est une perte de temps, c'est comme une pluie dans le désert. Alors j'ai eu l'idée du système de compostage avec une petite quantité de fumure* ». Monsieur Nshakavyanka commence par creuser des trous qu'il remplit de troncs de bananiers bien découpés, de débris végétaux secs, de la cendre et une petite quantité de déjection animale. Et enfin il recouvre le tout avec de la paille pour empêcher l'air et les rayons solaires d'y pénétrer, cela permet d'accélérer la décomposition des matériaux. M. Nshakavyanka dit : « *Il faut environ quatre mois pour que le fumier soit bien décomposé et prêt à être utilisé dans le champ* ». Grâce au fumier composté qu'il applique dans ses plantations, M. Nshakavyanka a pu augmenter ses

rendements et ses bénéfices. Il est fier de son travail. Avant qu'il ne commence à utiliser la fumure dans son champs, un de ses régimes de banane ne pesait qu'entre cinq à sept kilogrammes et se vendait seulement à 2000 BIF (environ \$1,28 U.S.). Il dit : « *Avec la fumure, j'ai récolté, pour la première année, un régime de banane pesant entre 30 à 40 kilogrammes et son prix varie entre 7500 et 8000 BIF (\$4,80 – \$5,10 U.S.). Pour la deuxième année, j'ai récolté au moins 3 régimes de banane et chacun peut peser entre 50 et 80 kg avec un prix qui varie entre 13000 et 17000 BIF (\$8,33 – \$10,90 U.S.) Aujourd'hui, je peux dire que je suis riche* ». De nombreuses petites exploitantes et de nombreux petits exploitants agricoles dans l'Est du Burundi produisent maintenant leur propre fumier composté. Ces dernières et ces derniers veulent réparer les dommages causer par l'érosion en ajoutant du composte dans leurs champs. Madame Clémence Niyonzima cultive dans

la même région que M. Nshakavyanka. Elle s'est inspirée de son succès pour produire elle aussi son propre fumier composté. Mme Niyonzima dit : « M. Nshakavyanka nous a appris son système il y a deux ans environ. Je possède 6 trous de compostage. J'exploite 2 champs de haricots et un champ d'arachides. Je peux récolter 4 tonnes de haricots alors qu'avant je ne récoltais qu'une seule tonne ». Pour sa part, M. Nshakavyanka est assuré de vendre ses récoltes de plus en plus bonnes. Il explique : « Je me suis entendu avec un commerçant local qui achète toute ma production à un prix raisonnable. En plus je n'ai pas besoin de transporter mes récoltes jusqu'au marché, il vient lui-même les récupérer ».

## Rwanda

# L'enquête : Un réveil sur le genre dans la chaîne de valeur



**Les agriculteurs répondant aux questions de l'enquête** photo Joseph

Dans les pays sous développés, la majorité de la population gagnent leurs vies dans les activités agricoles pour améliorer leurs conditions de vie. Si tel est le cas, il faut que cette agriculture soit professionnelle et répondre toutes ses besoins vitaux. La plupart des cas, les organisations paysannes, les cultivateurs fournissent

Ce commençant, François Hakiza, est bien connu dans la région. Celui-ci témoigne : « Les régimes de bananes d'Emmanuel sont de bonne qualité. Les restaurants du centre de la province de Ruyigi à qui je revends sont très satisfaits. » Grâce à ses bénéficiaires, M. Nshakavyanka a pu acheter une vache laitière. Il compte acheter bientôt un terrain et devenir progressivement à la fois agriculteur et éleveur de bétail.

Jean de Dieu Ininahazwe in <http://wire.barza.fm>

toutes les efforts pour augmenter la production, la commercialisation de leurs produits et tout ce qui peut rendre leur agriculture professionnelle. Si nos activités dans tout la chaîne de valeur se sont bien déroulées, cela rendra-t-il nos familles meilleures ? Souvent cette question nous amènera à penser sur l'aspect du genre dans la chaîne

de valeur. Qui fait quoi et qui en bénéficie de plus entre femme et homme.

Pour répondre à ces questions « *gender dans la chaine de valeurs* », du 23 au 27 février 2015, les organisations paysannes du RWANDA (INGABO et IMBARAGA) sous l'appui de EAFF ont fait une enquête auprès de ses membres. Cette activité fut menée dans les entités de base de deux organisations,



**Les enquêteurs dans la formation à Kigali**

photo Joseph

notamment dans les District de Ruhango et Muhanga pour l'organisation INGABO ainsi que Gankenke, Huye et Nyanza pour IMBARAGA. Avec l'appui du questionnaire élaboré par la fédération des agriculteurs de l'Afrique de l'Est (EAFF), les collecteurs ont pu rassembler les différents avis des agriculteurs sur le sujet du genre et l'agriculture en général. Durant les activités du terrain, les membres de ces organisations ont confirmé qu'ils se réjouissent de cette enquête car ils pensent toujours comment partager les rôles dans la chaîne de valeur. « *En tout cas ça me fait plaisir, les questions qu'on nous a posées nous font réfléchir si nous partageons la tâche et les bénéfices de nos champs, Souvent nous travaillons avec nos époux jusqu'à la récolte mais le marché et l'argent, c'est pour eux.*

Dès Aujourd'hui nous allons penser comment gérer toutes les étapes de la chaîne de valeur pour une meilleure vie nos familles » dit Mureshyankwano Marie Jeanne membre du INGABO résidant à Muhanga. Quant à Alphonse Byukusenge, cette enquête lui donne l'image d'un fardon que les femmes portent car elles travaillent beaucoup plus que les hommes mais les bénéfices ne sont pas partagés équitablement.

**Cryspin KAYITARE**

*Cette publication est réalisée avec l'appui financier et technique du Collectif*

*Stratégies Alimentaires*

Organisations de la dynamique régionale



## RDCongo

# Avec le système d'information sur le marché des produits agricoles, le paysan est gagnant

*Depuis 2012, la Fédération des Organisations des Producteurs Agricoles du Congo en province du Nord-Kivu, FOPAC NK, a mis sur pied le système d'information sur le marché des produits agricoles. Un système qui permet de stabiliser les prix et de mettre en confiance l'agriculteur et l'acheteur. C'est simple ! Il suffit de composer le message airtel en commençant par le code du marché puis le nom abrégé du produit puis envoyer directement au 8001. 42 marchés pour une sélection de 70 produits sont actuellement couverts par ce programme.*

« Le système d'information sur le marché des produits agricoles, SIMA, est un système qui permet de stabiliser les prix face aux spéculations. Il permet de mettre

en confiance l'agriculteur et l'acheteur. Depuis que ce système a été installé à Oicha, il y a une amélioration sensible dans la fixation du prix des produits agricoles. Avant, il y avait des commissionnaires qui spéculaient beaucoup autour des prix. Aujourd'hui, celui qui est en face du paysan dans le marchandage est le vrai acheteur ; ce qui donne une bonne marge de manœuvre au paysan », affirme Kakule Tsongo Baudoin, habitant du chef-lieu du territoire de Beni et président de l'IPAD, intégration des paysans agriculteurs au développement, une organisation dont le siège est à Kyondo. Selon Kihundu Muse Samson, assistant tech-



nique à la FOPAC NK, ce système est une innovation dans le domaine agricole en province du Nord-Kivu. « Le relais de communication envoie par SMS les prix des denrées alimentaires du marché de son entité. Ces données sont stockées dans le serveur de la maison des télécommunications. A l'instant, les données parviennent au siège de la FOPAC NK. Et sur demande, les relais de communication accèdent à l'information pour publier, sur le tableau du marché local, les prix des denrées alimentaires

dans les autres localités de la province », explique-t-il. Le paysan devient gagnant dans le marchandage des produits agricoles « C'est un bon projet car il permet au paysan de se fixer lui-même. A Vitshumbi où je réside, il n'y a pas encore de tableau mais à Kiwanja ce système facilite déjà la vie à tout le monde », s'enthousiasme Kambale Wa Mulivulirwa LaMecque, vice-président de l'union des organisations des producteurs agricoles membres de la FOPAC en territoire de Rutshuru. « Sur terrain, on a des tableaux sans données. Il faudrait que les informations du SIMA passent aussi par internet



phore, président de l'union FOPAC dans cette collectivité du territoire de Beni. A quoi répond Mbakulirahi Etienne, secrétaire exécutif de la FOPAC NK : « C'est un programme qui concerne toutes les parties du Nord-Kivu. Pour ce qui est de l'internet, la connexion n'est pas disponible

et les organisations des producteurs agricoles aient accès à ces données », recommande Kachelewa de l'ACPD, Action des Communautés Paysannes pour le Développement intégré, qui œuvre dans les environs de Kipese en territoire de Lubero. Par rapport à cette préoccupation, la FOPAC NK est entrain de retransmettre les informations du prix à travers le système de la Concertation Electronique aux membres. « Ce système concerne-t-il toute la province du Nord-Kivu? Si oui, pourquoi il n'y en a pas dans la chefferie des Batalinga », s'interroge Kalikona Mukalampirwa Télés-

partout. S'il y a des endroits où le tableau est déjà installé mais que les données ne sont pas mises à jour quotidiennement, ces cas feront l'objet de notre attention et nous allons y pallier ». « Si le système d'information sur le marché des produits agricoles n'est pas encore arrivé dans la collectivité des Batalinga, c'est que la mise en place de ce programme est intervenue quand il y avait de l'insécurité dans ce coin », précise Kambale Kombi, président de l'union FOPAC territoire de Beni et membre du conseil d'administration de ce réseau



d'agriculteurs au niveau provincial. Selon Kihundu Muse Samson, assistant technique FOPAC NK, « ce système a commencé de façon rudimentaire par des SMS ordinaires. La difficulté, c'était le manque d'espace dans le téléphone au siège, tellement les données sont nombreuses. Autre difficulté, c'était le retour de l'information à la base. On a aussi pensé aux appels, gratuits cette fois. Les oreilles de la personne à l'appareil du siège en pâtaient. Aujourd'hui,

ces points négatifs ont été corrigés. » Reste à régler les derniers détails avec les techniciens de Airtel, la maison des télécommunications partenaire à ce système d'information sur le marché des produits agricoles car cette application est une conception de la fédération des organisations des producteurs agricoles du Congo en province du Nord-Kivu.

*Jean Baptiste Musabyimana*

---

***Voulez-vous vous informer sur les techniques culturelles. Des vidéos téléchargeables sont disponibles sur [www.accessagriculture.org](http://www.accessagriculture.org)***

## **Echanger les expériences et partager les connaissances sur la capitalisation auprès de la CAPAD au Burundi**

***Les organisations paysannes de la sous-région des grands-lacs réalisent énormément d'activités qui ne sont pas documentées et partagées. Dans le cadre du partenariat entre Collectif Stratégies Alimentaires ,CSA en sigle et ces organisations paysannes, un programme d'appui a été initié pour renforcer les capacités des partenaires de la sous-région à capitaliser leurs expériences.***

« Les organisations paysannes des grands-lacs africains ont en commun un intérêt partagé de travailler ensemble dans une sorte de coopération. En effet, une analyse de leurs contextes respectifs a démontré qu'elles développent des activités tout aussi complémentaires que variées. Certaines sont intéressées par ce que font les autres et vice-versa », avance le consultant de la dynamique, Jean Paul Yengayenge .Selon lui, parmi ces activités, on peut parler du renforcement institutionnel, structurel et organisationnel des membres ; l'autofinancement des activités de l'organisation ; le développement des filières et l'accès aux marchés et au crédit. C'est dans ce cadre que la Fédération des Organisations des Producteurs Agricoles du Congo au Nord-Kivu, FOPAC NK, la Fédération des Organisations des Producteurs Agricoles du Congo au Sud-Kivu, FOPAC SK, la Ligue des Organisations Féminines Paysannes du Congo, LOFEPACO, et le syndicat INGABO ont exprimé leur souhait de visiter la CAPAD au Burundi. Cela, pour documenter et apprendre son expérience centrée sur les mutuelles de solidarité (MUSO). Car cette organisation paysannes a longuement tra-

vaille sur cette approche et l'a même documentée.

### **De nombreux objectifs...**

Lors des réunions ordinaires, ateliers de formation ou d'évaluation des activités de la dynamique sous-régionale pilotée par le comité d'orientation et de suivi(COS), les organisations paysannes sont amenées à partager des cas de succès réalisés dans leurs milieux respectifs. Avec l'appui technique et financier de CSA, des ateliers ont été assurés à ces organisations pour renfoncer leurs capacités dans le processus de production des outils de capitalisation. L'expérience vient de durer deux ans. Et dans le cadre du plan d'action, il était prévu d'échanger les leçons apprises à travers les outils de capitalisation produits. C'est dans ce sens qu'il est organisé un voyage d'échange d'expérience du 13 au 18 avril 2015 auprès de la CAPAD au Burundi. Un voyage avec plusieurs objectifs, notamment celui de permettre aux organisations paysannes de la sous-région des grands-lacs d'apprendre l'expérience de la CAPAD en matière de financement agricole au niveau des coopératives et améliorer les conditions de vie des agriculteurs par l'application raisonnée des expéri-

ences des autres. Partager l'expérience de la CAPAD en matière des MUSO (son implication et le cadre institutionnel de montage de l'approche), exploiter les outils produits dans le cadre de la capitalisation ainsi que les autres utilisés dans le cadre du développement des MUSO, visiter les coopératives et les MUSO pour s'imprégner de leur mode de fonctionnement,



analyser et apprécier l'impact des MUSO dans les coopératives et plus particulièrement le changement de la vie socio-économique des agriculteurs membres des coopératives de la CAPAD à travers les mutuelles de solidarité sont autant d'objectifs

spécifiques de ce voyage d'échange d'expériences.

### ... et de nombreux résultats attendus

Trois personnes par organisation paysanne seront du voyage. Pour cette mission, il s'agit du point focal sur le projet régional dans la mesure du possible, le chargé de financement rural au sein de l'organisation ainsi que celui qui représente réellement l'organisation ou la coopérative membre de l'organisation paysanne. Après le briefing, la CAPAD organisera une mission de terrain avec notamment les lieux à visiter. A l'issue de cette mission de terrain, une réunion de débriefing sera organisée en vue d'échanger sur les leçons apprises et formuler des recommandations. Les délégués des organisations paysannes seront appelés, à leur retour, de rédiger un rapport pouvant leur servir pour organiser et partager cette riche expérience avec leurs collègues. Au niveau de la coordination de la dynamique régionale, en marge de cette mission, les membres statutaires de la commission technique qui seront présent prendront part à une réunion technique. Au cours de cette réunion, il sera question d'échanger sur les rapports du premier semestre (technique et financier).

*Jean Baptiste Musabyimana*



## **Les droits socio-économiques de la femme restent le cheval de bataille de la LOFEPACO**

*Créée en 2000 sous l'appellation de Ligue des Organisations des Femmes Paysannes du Nord-Kivu, LOFEPANOKI, la LOFEPACO est une plate-forme qui compte actuellement 16 Organisations regroupant près de 19 milles productrices agricoles dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et province Orientale. Elle se focalise sur la sécurité alimentaire, la formation et l'information, la défense des intérêts des femmes paysannes.*



Avec pour mission de promouvoir et défendre les intérêts de la femme paysanne, la LOFEPACO apporte un appui multidimensionnel à la femme paysanne en l'occurrence dans les domaines de la sécurité alimentaire, la formation et l'information ainsi que la défense des intérêts de la femme paysanne. Ainsi, elle octroie des semences aux productrices selon les besoins sur le terrain. Les spéculations les plus concernées sont, respectivement en termes de volumes de semences octroyés, le riz, la pomme de terre, le maïs, le haricot, les légumes et fruits, l'arachide, etc. En outre, la LOFEPACO appuie ses membres en géniteurs de lapin, poule, chèvres, cobayes et même vaches pour promouvoir la sécurité alimentaire dans les ménages ainsi que promouvoir la contribution de la femme paysanne congolaise à la vie du ménage par la commercialisation du surplus de la production.

### **Un appui multidimensionnel à la femme paysanne**

Dans le territoire de Beni en province du Nord-Kivu, le riz est aujourd'hui au centre de la vie de plus d'un ménage grâce à l'appui de la LOFEPACO. De l'Ouest à Mangina à Kasindi plus à l'Est en passant par Beniville et Oicha, la LOFEPACO a octroyé depuis 2012 plus de 10 tonnes de semences à ses bénéficiaires dans la seule plaine de Kyatenga. La LOFEPACO dispense des formations sur l'agriculture durable, la connaissance des droits et devoirs (citoyenneté responsable), le leadership féminin paysan, le plaidoyer et le lobbying... Toutes ces formations organisées ont amélioré sensiblement le statut de la femme paysanne. Quant à la défense des intérêts de la femme paysanne, la LOFEPACO est activement impliquée dans le plaidoyer pour l'accès et la sécurisation foncière de la femme paysanne, la réduction des taxes et barrières illégales, l'aménagement des routes, le financement agricole, ...

### **Organiser la vente collective pour plus de résistance**

La LOFEPACO focalise actuellement ses efforts à l'initiation des coopératives agricoles, à part la construction des infrastructures. Dans cette optique, la LOFEPACO a déjà construit en territoires de Beni et Lubero trois entrepôts (Kasindi, Kyanzaba et Lukanga) et quatre points de vente des fruits et légumes (Maboya, Kitsombiro).

### **Améliorer l'accès au crédit à travers le warrantage**

La LOFEPACO facilite l'accès au crédit agricole à ses membres à travers la Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole pour la Femme Paysanne, CECAFEP. Cette structure a été créée en 2006 pour faire face aux problèmes d'accès au crédit agricole que connaît la République Démocratique du Congo. Aujourd'hui, pour pallier le problème de marché des produits agricoles, le riz notamment, la LOFEPACO facilite le warrantage. Il s'agit en effet d'une forme de crédit agricole dont bénéficie le producteur avec comme garantie sa production. Dans cette optique, l'expérience de warrantage du riz a permis à la LOFEPACO de figurer en bonne place parmi les fournisseurs de ce produit aux Brasseries Simba de Beni qui utilisent le riz comme matière première de la production de la bière. Le riz produit à Kyatenga et Kyanzaba notamment est stocké dans les entrepôts de la LOFEPACO. Le crédit est octroyé aux producteurs au prorata de la production stockée. La recherche du marché est lancée puis le produit est livré au consommateur. La vente ainsi faite collectivement enchante les producteurs qui reconnaissent désormais qu'il vaut mieux vendre en groupe que d'aller brader la production dans les marchés locaux où le prix est souvent imposé par le consommateur...

### **Accès et sécurisation foncière, les femmes impliquées dans le plaidoyer**

Le plaidoyer pour l'accès et la sécurisation foncière figure aussi dans les stratégies pour améliorer le statut de la femme paysanne. Dans cette perspective, la LOFEPACO mène des actions en faveur des femmes paysannes dans les contextes de la zone de travail. Dans les zones où l'accès est plus ou moins possible, la sécurisation foncière fait problème : les terres coutumières sont difficiles à dompter et le respect des principes coutumiers relatifs aux terres sont peu respectés. D'où enclencher un dialogue franc avec les terriens est un des moyens pour la sécurisation foncière dans le milieu. C'est dans ce cadre que la LOFEPACO accompagne les femmes paysannes dans l'accès aux terres qu'elles négocient



auprès des fermiers et organise des rencontres entre les terriens et les producteurs. A titre illustratif, les productrices de Kyondo et Maboya en Territoire de Beni ainsi que Kitsombiro en Territoire de Lubero sont parvenues à décrocher près de 30ha qu'elles exploitent sur base d'un contrat d'amodiation couvrant une période de 5 ans depuis 2013: Une innovation dans le domaine foncier.

**Mme Vea** ( *Secrétaire Exécutive de la LOFEPACO* )